

Communiqué du Comité des syndicats et organisations du 1er mai 2020

Un 1^{er} Mai inédit, dédié aux travailleuses et travailleurs sur le front de la lutte contre COVID-19

Comme l'ensemble des événements durant cette crise, le 1^{er} Mai dans le canton de Vaud s'adapte aux circonstances. Ce jour d'importance majeure pour l'ensemble de la gauche et des syndicats sera dédié aux travailleuses et travailleurs qui sont sur le front, malgré les dangers pour leur santé et celle de leurs proches, ainsi qu'à celles et ceux qui ont perdu leur revenu et/ou leur travail. En particulier, les femmes, qui sont les premières à subir et à gérer les conséquences de cette crise sanitaire, souvent dans des conditions extrêmement difficiles.

Bien que le traditionnel cortège du 1^{er} Mai n'ait pas lieu cette année, la population est invitée à afficher ses revendications sociales durant toute la journée en suspendant une banderole ou une pancarte avec le slogan "Notre santé avant leurs profits". Nous invitons également chacune et chacun à se retrouver sur les balcons dès 18h pour entonner des chants militants. En parallèle, l'Union syndicale vaudoise diffusera des brefs discours filmés sur [sa page facebook](#) et sa [chaîne youtube](#) et, dès 16h00, les images des banderoles aux fenêtres et balcons.

Notre santé avant leurs profits !

Alors même qu'on interdit les rassemblements de plus de cinq personnes, qu'on est priés de rester chez nous, que Vaud compte le plus grand nombre de personnes contaminées en Suisse, des milliers de salarié-e-s doivent, dans des secteurs non-essentiels, se rendre chaque jour sur leur lieu de travail, passer des heures dans la proximité de leurs collègues, dans des espaces souvent mal sécurisés. Ces contradictions révèlent la force des lobbys de l'économie sur le monde politique, la priorité du profit sur celui de la santé.

La crise va coûter cher, mais qui va la payer ? Alors que les autorités fédérales et cantonales multiplient les plans de sauvetage pour les grandes entreprises, les travailleuses et les travailleurs doivent se contenter de chômage partiel (avec plus de 20% de perte de salaire) ou sont brutalement licenciés. Pendant ce temps, de dizaines de milliards de dividendes sont reversées aux actionnaires.

Nous demandons une taxe de « solidarité COVID » sur les dividendes et les grandes fortunes pour financer des emplois socialement et écologiquement utiles et compléter les pertes de salaires.

En ce 1er Mai 2020, nous revendiquons :

- **Un droit à la santé et à la protection des travailleuses et des travailleurs dans tous les secteurs (avec un droit de retrait exceptionnel si les conditions sanitaires de travail ne sont pas assurées);**
- **Un droit au salaire entier, sans perte de salaire pour toutes et tous;**
- **L'interdiction de licenciements pour toutes les entreprises qui bénéficient d'une aide publique.**
- **Des revalorisations salariales dans tous les métiers et tous les secteurs, en particulier pour les métiers majoritairement exercés par des femmes**

Une prime COVID-19 pour toutes et tous les salarié-e-s qui ont travaillé et continuent de travailler en période de pandémie.

Nous revendiquons que la protection de la population soit la seule boussole guidant les décisions politiques sur le déconfinement. Les soutiens publics à l'économie doivent être orientés prioritairement sur le maintien de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous, la garantie d'un stock suffisant de matériel de protection pour la population et le développement de secteurs écologiquement et socialement utiles.

Des aides d'urgence pour toutes et tous, indépendamment du statut légal

L'ensemble des travailleurs et des travailleuses doit disposer des mêmes droits face à la crise actuelle. Celles et ceux qui exercent une activité non-déclarée doivent bénéficier au même titre que les autres des aides spéciales débloquées par les autorités fédérales et cantonales. De plus, qu'il s'agisse des travailleurs-euses avec ou sans un titre de séjour suisse, les obligations des employeurs demeurent les mêmes et impliquent donc la garantie de salaire.

L'accès aux aides sociales d'urgence et au système de santé devrait être le même pour toutes et tous, quel que soit notre statut légal. Plus que jamais, le recours à de telles aides ne devrait pas faire peser de risque légal de se voir retirer un permis d'établissement. Il faut garantir aux personnes sans domicile fixe des solutions d'accueil d'urgence adaptées au contexte actuel.

Revalorisation du travail de care : l'égalité dans les faits

La crise actuelle montre que le travail socialement indispensable comme les soins et la prise en charge des personnes dépendantes, est majoritairement assumé par les femmes. Tous ces métiers doivent être mieux reconnus et rémunérés.

Le travail de care non rémunéré, qui pèse encore plus lourdement sur les épaules des femmes en ce temps de confinement, doit également être reconnu et mieux réparti entre les genres. Il est temps d'envisager toutes les solutions qui favorisent une répartition

équitable des tâches comme la prise en compte du travail de care dans les assurances sociales ou la réduction du temps de travail.

Crise économique, sociale, écologique, sanitaire : la majorité de la population paie un lourd tribut pendant qu'une infime minorités de super-riches en profite. Nous nous opposons fermement à la privatisation des profits et la collectivisation des pertes. Ce 1^{er} Mai particulier, nous serons aux balcons, mais demain, nous serons de nouveau dans la rue, sur les lieux de travail et d'études, pour exiger un autre monde, plus juste !

Union Syndicale Vaudoise

SSP Vaud

UNIA VD

SSM

Romandie Syndicom

SEV

PS vaudois

Grève du Climat Vaud

solidaritéS Vaud

Les Vert·e·s

POP

Fédération syndicale SUD

Jeunesse socialiste vaudoise